



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-044

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit de l'immobilier,
parcours type Droit de l'immobilier
Année universitaire 2018/2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit de l'immobilier,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et de Science Politique en date du 9 janvier 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit de l'immobilier, parcours type Droit de l'immobilier sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit de l'immobilier, parcours type Droit de l'immobilier a pour but la formation de professionnels de l'immobilier de haut niveau appelés à gérer des opérations immobilières des entreprises du secteur privé et du secteur public.

ARTICLE 2. Conditions d'accès

2.1- Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit de l'immobilier, parcours type Droit de l'immobilier, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit de l'immobilier ou d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants du Master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit de l'immobilier, parcours type Droit de l'immobilier, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit de l'immobilier, parcours type Droit de l'immobilier est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 3 unités d'enseignement, le second semestre, 1 unité d'enseignement, totalisant respectivement 45 et 15 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Voie professionnelle et voie recherche

7.1 - Pour l'UE4 du semestre 4, l'étudiant choisit soit la voie professionnelle, soit la voie recherche.

UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE

2 rue du Doyen Gabriel Marty -31042 Toulouse cedex 9-France-Tél :05 61 63 35 00 -Fax: 05 61 63 37 98 - www.ut-capitole.fr

7.2 - Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée de 2 mois minimale et doit rédiger un rapport de stage.

7.3 - Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche, sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité, qui est soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le directeur de thèse, avis favorable du directeur de l'équipe d'accueil, du directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation de la présidente de l'université.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage pour le semestre 3, et une session unique pour le semestre 4 dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées:

UE1 :

- une épreuve écrite d'une durée de 5 heures portant sur l'une des quatre matières de l'UE, choisie par le responsable de la formation. Ce choix sera publié 2 semaines avant la date de la première épreuve.
- une épreuve orale portant sur chacune des trois matières restantes.

UE2 :

- une épreuve écrite d'une durée de 5 heures portant sur l'une des deux matières (soit Droit de l'urbanisme, soit Droit des marchés publics de travaux), choisie par le responsable de la formation. Ce choix sera publié 2 semaines avant la date de la première épreuve.
- une épreuve orale portant sur chacune des matières restantes.

UE3 :

- la matière « Gestion du contrat de construction international » ne fait pas l'objet d'une évaluation spécifique.
- une épreuve orale ou contrôle continu portant sur chacune des autres matières restantes au choix de l'enseignant.

UE4 :

- l'étudiant remet un rapport de stage ou un mémoire de recherche ; le mémoire donne lieu à soutenance.

Toute absence injustifiée aux épreuves d'examen est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

La note attribuée dans le cadre d'un contrôle continu portant sur une matière ou une UE résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrit, d'oral, de projet ou de travaux de groupe à la discrétion de chaque enseignant.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 - Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres, à l'exclusion de l'UE4 (module stage ou mémoire). Les notes égales ou supérieures à la moyenne ainsi que la note de contrôle continu sont conservées.

10.2 - L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session de rattrapage uniquement, pour les UE non validées du semestre 3, les notes des épreuves pour lesquelles il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne ainsi que la note obtenue lors de l'évaluation par contrôle continu.

10.3 - Dans l'hypothèse où il n'aura pas pu être présent à l'épreuve de contrôle continu, s'il n'y en a qu'une, ou à toutes les épreuves s'il y en a plusieurs, il sera déclaré absent. Dans ce cas, il sollicitera par écrit le service de la scolarité au plus tard dans les 10 jours calendaires suivant la fin des épreuves du semestre concerné, en joignant les justificatifs d'absence, afin de demander au Président du jury d'examen à bénéficier d'une possibilité de rattrapage. Cette dernière prendra la forme, dans le calendrier de la session de rattrapage, d'une interrogation orale avec l'enseignant de la matière soumise à contrôle continu.

ARTICLE 11. Bonifications

11.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12. Condition de validation des unités et des semestres

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 450 /900 pour le semestre 3 et 150 / 300 points pour le semestre 4 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne, mais au moins 8/20, sont validées par compensation et les ECTS correspondants à l'unité sont acquis.

12.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 450 / 900 points pour le semestre 3 et 150 / 300 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 45 et 15 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 13. Conditions d'attribution d'une mention

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes:

- PASSABLE : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14. Délivrance du diplôme

14.1 - Pour être déclaré admis au diplôme l'étudiant doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 27 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire



PJ : annexes

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points	Total Points Enseignement
UE1	- Contrats, responsabilités et assurances des constructeurs 1 - Droit de la copropriété - Contrats, responsabilités et assurances des constructeurs 2 - Baux civils et commerciaux	Obligatoire	20	20 25 20 25	Ecrit de 5h sur une matière choisie par le responsable et des oraux pour les autres matières	8 écrits 4 4 4	400
UE2	- Droit des marchés publics de travaux - Droit de l'urbanisme - Contentieux de l'immobilier - Fiscalité immobilière	Obligatoire	19	20 25 18 25	Ecrit de 5h sur une matière choisie par le responsable et des oraux pour les autres matières	4 7 écrits 4 4	380
UE3	- Financement de la construction - Droit du logement social - Expertise foncière et immobilière - Droit de l'habitat durable - Gestion comptable - Gestion du contrat de construction international (non évalué)	Obligatoire	6	18 18 18 15 18 15	Oral ou contrôle continu pour chaque matière	2 1 1 1 1 -	120
Bonification		Facultatif				3.33% du total des points du semestre	
TOTAL semestre 3			45				900
Semestre 4							
UE4	- Rapport de stage ou - Mémoire de recherche	Obligatoire	15 15		Rapport de stage ou Soutenance	15 15	300 300
Bonification		Facultatif				3.33% du total des points du semestre	
TOTAL semestre 4			15			15	300
TOTAL Année			60	280		240	1200



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media